

RAPPORT DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE D'APPUI TECHNIQUE DU MECANISME REGIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD CADRE POUR LA PAIX, LA SECURITE & LA COOPERATION POUR LA RDC ET LA REGION

NAIROBI, KENYA, 22-23 JUILLET 2013

Introduction

1. Suite à sa première réunion du 24 Juin, le Comité d'Appui Technique (CAT) a tenu sa deuxième réunion du 22-23 Juillet 2013 à Nairobi ; à laquelle ont participé des haut-fonctionnaires d'état de la République Démocratique du Congo, de la République de l'Angola, de la République du Burundi, de la République du Congo, de la République du Rwanda, de la République de l'Afrique du Sud, de la République Unie de la Tanzanie, de la République de l'Ouganda, et de la République de la Zambie.
2. La réunion était co-présidée par le Conseiller Spécial de l'Envoyée Spéciale des Nations Unies, le Secrétaire Général Adjoint (SGA) Modibo I. Touré, et le Représentant Spécial de l'Union Africaine pour la Région des Grands Lacs, Ambassadeur Boubacar Gaoussou Diarra. Le Directeur Exécutif de la CIRGL, Dr. Frank Okuthe-Oyugi et Mr. Sam Ibok, DAP/Directeur du Bureau Afrique, moi-même, ainsi qu'un représentant de la MONUSCO étions aussi présents.

Séance d'ouverture

3. Dans son discours d'ouverture, le Conseiller Spécial Touré a lu un message de l'Envoyée Spéciale Robinson, soulignant que la réunion était une étape importante dans le processus et s'est félicité de l'atmosphère cordial dans lequel s'est déroulée la première réunion, aboutissant à un document final important sur les critères de suivi. Dans son message, elle a également fait appel au sens de responsabilité collective des participants pour faire avancer le processus. Mr. Touré a observé que la date de la deuxième réunion du CAT était stratégique (une semaine avant le sommet des chefs d'état prévu à Nairobi) car les résultats de la réunion informeront les discussions que l'ESSG Robinson tiendra en marge du sommet de la CIRGL. Le moment choisi était particulièrement important car le sommet de la CIRGL offrait la seule occasion pour de telles discussions avant la réunion des Chefs d'état en marge de l'Assemblée Générale en Septembre. Mr. Touré a exprimé son appréciation pour l'expérience riche et les grandes compétences des représentants haut placés présents et a observé que cela était une preuve de l'engagement des dirigeants de la région.
4. Dans le débat qui a suivi sur le besoin de discuter le document sur les critères de suivi nationaux dans ce forum, Mr. Touré et Mr. Ibok ont expliqué que le CAT a été créé avec un mandat spécifique, à savoir ; définir les critères de suivi régionaux pour adoption par le mécanisme régional de suivi. Mr. Touré a ensuite noté les contributions de la Conférence des Femmes de Bujumbura sur la Paix, la Sécurité et le Développement convoquée par l'Envoyée Spéciale Robinson en collaboration avec

Femmes Africa Solidarité du 9-11 Juillet 2013, visant à assister l'élaboration d'une feuille de route pour l'engagement des femmes dans les efforts de paix.

5. Rappelant les principes directeurs et fonctions clés du CAT, Mr. Touré a souligné que, en rassemblant les documents sur les critères de suivi basés sur les commentaires fournis par les membres du comité, le Secrétariat a pris en compte les critères de suivi qui sont spécifiques, mesurables, réalisables, limités dans le temps, et qui reflètent l'esprit et la lettre de l'accord cadre PSC. Il a remercié le Comité pour ses observations substantielles et a suggéré que le calendrier sur les résultats attendus soit fixé à 1 an (jusqu'en Sept 2014). Il a ensuite annoncé que pour en faciliter la consultation par les Dirigeants, le Secrétariat préparera i) un document final; et ii) une matrice avec les critères de suivi.

6. L'Ambassadeur Diarra a rappelé qu'en plus du Forum des Femmes à Bujumbura, l'Union Africaine, la Banque Mondiale et l'O/SESG ont conjointement organisé une réunion économique régionale au niveau ministériel à Addis Ababa le 18-19 Juillet, dont le document final pourrait enrichir les priorités régionales du CAT. Il a demandé de savoir les mesures de court, moyen et long terme qui pourraient être mises en place par la communauté internationale pour assurer que les populations de l'est de la RDC (surtout les femmes et les enfants) commencent à voir un impact positif direct des initiatives en cours. Les participants ont reconnu qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des projets à gains rapides/ impact élevé (par ex. appuyer le seul centre existant sur le terrain qui traite des questions de violence sexuelle et sexo-spécifique). Il a observé avec inquiétude que la situation dans l'Est du Congo se détériore et la crise humanitaire qui en découle.

Discussions

7. Le représentant de la CIRGL a fait une présentation sur les initiatives régionales en cours, les instruments, les lacunes, et les défis de la CIRGL et a mis en évidence les domaines dans lesquels le CAT pourrait être stratégique dans le renforcement de ses engagements. Il a relevé les progrès sensibles enregistrés dans les domaines tels que la prolifération des armes légères et de petit calibre mais a souligné les défis importants dans la mobilisation des ressources financières pour différents projets dans la région. Les participants ont reconnu que les engagements de la RDC, la région, et la communauté internationale se renforcent mutuellement et qu'il était donc important de se concentrer sur les projets existants plutôt que d'essayer de réinventer la roue.

8. Les participants ont constaté qu'il y a un besoin urgent de faire quelque chose à court terme pour maintenir la pertinence du Mécanisme Régional de Suivi. Ils ont observé que dans les sept mois précédents, il n'y a pas eu de résultats visibles et tangibles sur le terrain. Ils ont donc demandé au CAT de considérer quelque chose qui donnerait "Espoir" aux populations de l'est comme l'a dit l'ESSG Robinson. Dans le débat qui a suivi, il a été rappelé que le déploiement de la Brigade d'Intervention et le mécanisme de certification récemment lancé à Kinshasa sont des exemples d'actions concrètes sur terrain, en plus des différentes initiatives nationales. Il a été suggéré que

chaque pays tiennent au courant régulièrement l'O/SESG sur les projets menés dans l'esprit de la mise en œuvre de l'accord cadre PSC.

9. Le Rwanda a demandé l'aide urgente de l'ESSG Robinson et de la communauté internationale pour traiter de la question d'un groupe de plus de 600 anciens combattants M23 qui sont récemment entrés au Rwanda en demandant l'asile. Le Rwanda ne voudrait pas être blâmé au cas où il y aurait des problèmes causés par ce groupe dans l'avenir. La Tanzanie était d'accord que ce groupe constitue une préoccupation qui doit être abordée. La RDC a affirmé qu'il n'y a aucune raison d'accorder un traitement spécial à ce groupe étant donné qu'il y a un grand nombre de réfugiés provenant de la RDC dans d'autres pays du fait de la détérioration de la situation humanitaire dans l'est.

10. Les autres sujets controversés discutés comprenaient le besoin de dialoguer avec les groupes armés particulièrement le M23, ADF-NALU, et le FDLR et l'inclusion de la délimitation des frontières comme référence. Il y avait consensus sur le besoin d'encourager les efforts régionaux de paix existants qui traitent de la crise de l'est de la RDC avec un accent particulier sur les processus politiques, y compris les pourparlers de Kampala entre le gouvernement de la RDC et le M23, ainsi que d'autres initiatives similaires. Les participants ont également souligné l'importance des mécanismes régionaux créés pour susciter un regain de confiance entre les pays de la région, tels que le Mécanisme Conjoint de Vérification Elargi et le Centre Conjoint de Fusion des Renseignements, et ont souligné le besoin de travailler à travers ces mécanismes. Ils ont, cependant, reconnu que ces mécanismes régionaux doivent être renforcés. Des commentaires et recommandations ont également été soumis sur les projets économiques, y compris l'intégration économique régionale, et le rôle essentiel des organismes économiques régionaux tels que la CEPGL, l'IGAD, la SADC, le COMESA et la CAE. Enfin, les participants ont lancé un appel aux donateurs bilatéraux et multilatéraux pour qu'ils accordent leur soutien à la mise en œuvre réussie de l'accord cadre du PSC.

11. Bien qu'il ait été convenu qu'aucun changement ne sera fait au document national de la RDC sur les critères de suivi, il y a eu un consensus pour que le document soit présenté et des contributions soient partagées pour considération par la RDC. A cet égard, la RDC a fait une présentation sur ses critères nationaux et les participants ont offert des contributions/ commentaires sur le document. En conclusion, l'Ouganda a réitéré que la question des réfugiés exige une attention particulière car elle pose de grands défis aux gouvernements qui les reçoivent. Mr. Touré a répondu que l'ESSG Robinson était consciente de la situation et la prend au sérieux. Il a ajouté que l'ESSG avait déjà entamé des discussions avec certaines organisations sur la meilleure façon de s'atteler à la situation.

Séance d'ouverture

12. Dans ses remarques finales, Mr. Touré a remercié les participants pour leurs échanges francs et a exprimé son souhait de revoir la plupart des participants au

sommet de la CIRGL qui se tiendra le 27. Il a été convenu que le document final et les deux matrices seront distribués aux participants avant le 25 Juillet et les membres du comité renverraient leurs commentaires avant le 26 Juillet. Ces documents seront alors présenter aux chefs d'état lors du sommet de la CIRGL à Nairobi par l'ESSG Robinson. Les critères et les mesures de suivi proposés seront alors présentés au Mécanisme Régional de Suivi en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies, à New York, en Septembre.

Nairobi, 5 Août 2013